

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS170/9
10 janvier 2001

(01-0180)

Original: anglais

CANADA - DURÉE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR UN BREVET

Surveillance de la mise en œuvre des recommandations et décisions

Désignation d'un arbitre conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 10 janvier 2001, adressée par la Mission permanente du Canada et la Mission permanente des États-Unis au Directeur général, est distribuée conformément à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

Nous nous référons à la communication des États-Unis d'Amérique, datée du 15 décembre 2000, dans laquelle ceux-ci demandaient le recours à l'arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord"), en vue de déterminer le délai raisonnable imparti au Canada pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire *Canada11 - Durée de la protection conférée par un brevet* (WT/DS170), adoptées le 12 octobre 2000.

Les parties au différend, à savoir le Canada et les États-Unis, se sont entendues sur le choix d'un arbitre, conformément à la note de bas de page 12 relative à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* et ont choisi M. Claus-Dieter Ehlermann. Nous vous prions de bien vouloir informer officiellement M. Claus-Dieter Ehlermann que nous sommes convenus de lui confier l'arbitrage de cette affaire. Nous souhaiterions aussi qu'il soit aidé dans ses fonctions, en tant qu'arbitre au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord*, par le personnel du secrétariat de l'Organe d'appel.

En ce qui concerne le délai pour cet arbitrage contraignant, l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* prévoit que le délai raisonnable pour la mise en œuvre sera déterminé par arbitrage contraignant dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions par l'ORD. Étant donné que cette adoption a eu lieu le 12 octobre 2000, le délai de 90 jours arrivera bientôt à expiration. Nous, parties au différend, sommes convenus de prolonger jusqu'au 28 février 2001 le délai pour l'arbitrage contraignant. Nous sommes convenus que la décision de l'arbitre, rendue au plus tard le 28 février 2001, sera réputée être la décision arbitrale aux fins de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* en vue de la détermination du délai raisonnable imparti au Canada pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

Nous vous remercions de votre assistance dans cette affaire.